

## ARRETE DU MAIRE

### LE MAIRE DE LA SOUTERRAINE

- VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions et complétée par les lois 82-623 du 22 juillet 1982 et 83-8 du 7 janvier 1983 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213.1 à L. 2213.06 relatifs aux pouvoirs de police et de la circulation des Maires ;
- VU le Code de la Route 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> partie et notamment l'article R. 411-8 définissant les pouvoirs de police des Maires ;
- VU le Code de la voirie routière ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre1) approuvée par l'arrêté interministériel du 07 juin 1977 modifié ;
- VU la demande présentée par Madame BOIRON Sandrine, représentante de l'entreprise AEL - 46, Le Monteil - 23000 SAINT SULPICE LE GUERETOIS, à l'effet d'obtenir l'autorisation de réglementer la circulation et le stationnement sur une partie de la rue du Four, en vue de procéder à un raccordement collectif aérien, du lundi 16 juillet 2018 à 8 h 00 au jeudi 19 juillet 2018 à 17 h 00.

**CONSIDERANT** que ces travaux ne doivent pas porter atteinte à la sécurité de la voie publique et qu'ils nécessitent la mise en place d'une réglementation de la circulation et du stationnement.

### ARRETE

- Article 1** Les travaux décrits dans la demande susvisée sont autorisés sous réserve du respect des conditions suivantes :
- Article 2:** Pendant la durée du chantier, la circulation et le stationnement seront interdits de l'intersection rue des Poulettes jusqu'à la Place du Fort, du lundi 16 juillet 2018 à 8 h 00 au jeudi 19 juillet 2018 à 17 h 00.
- Article 3:** Toutes les signalisations et pré-signalisations réglementaires seront mises en place par le demandeur et sous sa responsabilité, conformément à la réglementation en vigueur. L'Entreprise veillera également à laisser un accès aux Services de secours sur l'espace occupé par les travaux. L'entreprise devra prendre toutes mesures de sécurité tendant à prévenir tout accident pouvant résulter des travaux.
- Article 4 :** Monsieur le Commandant de la communauté de Brigade de Gendarmerie et Monsieur le Maire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie de LA SOUTERRAINE, le cinq juin deux mille dix-huit.

#### Destinataires :

- *Monsieur Le Maire de La Souterraine,*
- *Monsieur Le Commandant de la communauté de Brigade de Gendarmerie de La Souterraine,*
- *Monsieur L'Adjudant-Chef commandant du Centre de Secours,*
- *Madame BOIRON Sandrine, représentant AEL.*

Le Maire,  
  
Jean-François MUGUAY